

La CPI craint une "cascade de retraits d'Etats africains du statut de Rome"

@rib News, 22/10/2016 - Source AFP président de l'Assemblée des Etats parties au statut de Rome, traité fondateur de la Cour pénale internationale, a appelé samedi l'Afrique du Sud et le Burundi à "reconsidérer leurs positions", au lendemain de l'annonce par Pretoria de son retrait de la CPI. "Bien que l'option de se retirer d'un traité relève de la souveraineté de l'État, je regrette ces décisions et invite l'Afrique du Sud et le Burundi à reconsidérer leurs positions", a écrit dans un communiqué M. Sidiki Kaba.

Le président de l'Assemblée craint que "ce troublant signal n'ouvre la voie à une cascade de retraits d'États africains du statut de Rome, fragilisant ainsi la seule et unique juridiction pénale internationale permanente chargée de juger (...) le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les crimes d'agression". L'Afrique du Sud a annoncé vendredi son retrait de la Cour dont le siège est à La Haye après la polémique causée par son refus d'arrêter le président soudanais Omar el-Béchet. Pretoria "a déposé l'instrument de retrait de son pays du statut de Rome (...) auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies", selon la CPI. "Cette décision intervient à la suite du processus de retrait récemment entamé par le Burundi." Mardi, le président burundais Pierre Nkurunziza avait promulgué la loi prévoyant que son pays, plongé dans une grave crise politique qui a fait plus de 500 morts, se retire de la CPI. "Je les exhorte à conjuguer leurs efforts avec ceux des autres États dans la lutte contre l'impunité, qui occasionne souvent des violations massives des droits humains", a ajouté le président de l'Assemblée. M. Kaba a appelé "tous les États parties à rester des membres actifs et aux autres États à ratifier le statut de Rome afin d'assurer aux victimes de crimes de masse le droit à la justice universelle". "La Cour pénale internationale a besoin du soutien ferme de la communauté internationale et de la coopération des États pour assurer son efficacité et renforcer sa crédibilité", a-t-il rappelé.